

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

DOCUMENTS DE SÉANCE

1960-1961

27 JUIN 1960

ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE

DOCUMENT 46

Rapport

fait au nom de la

commission des questions juridiques,
du règlement et des immunités

sur

la publicité à donner aux pétitions

(Article 45 du règlement de l'Assemblée parlementaire européenne)

par

M. Charles Janssens

R a p p o r t e u r

Library Copy

Library Copy

Par une lettre en date du 9 novembre 1959, adressée au président de la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités, le bureau a saisi celle-ci du problème de la publicité à donner aux pétitions (application de l'article 45 du règlement).

La commission a examiné cette question lors de ses réunions des 24 février, 18 mai et 1^{er} juin 1960.

Le 18 mai 1960, M. Charles Janssens a été désigné comme rapporteur.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité le 24 juin 1960 à Strasbourg.

Etaient présents à cette réunion : M. Blaisse, président ; MM. Granzotto Basso et Thorn, vice-présidents ; M. Janssens, rapporteur ; M. Estève ; M. Kopf suppléant Mme Probst ; M. Krier ; M. Metzger suppléant M. van der Goes van Naters ; M. Pleven suppléant M. Scheel ; M. Poher suppléant M. Scelba ; MM. Teisseire et Zotta.

RAPPORT

de M. Charles Janssens

sur la publicité à donner aux pétitions

1. La procédure à suivre lorsqu'une pétition est adressée à l'Assemblée parlementaire européenne est définie par l'article 45 du règlement. Cet article dispose :

« 1. Les pétitions à l'Assemblée doivent, pour être recevables, mentionner le nom, la qualité, la nationalité et le domicile de chacun des signataires.

2. Elles sont renvoyées par le président à l'examen d'une des commissions constituées en vertu du paragraphe 1 de l'article 38 qui doit préalablement examiner si elles entrent dans le cadre des activités des Communautés.

3. Les pétitions déclarées recevables sont renvoyées, avec l'avis de la commission, soit à la Haute Autorité ou aux Commissions européennes, soit aux Conseils. La commission saisie peut faire un rapport à l'Assemblée. »

2. En fait, cette disposition n'a été que très rarement appliquée, tant à l'Assemblée parlementaire européenne qu'à l'Assemblée commune qui l'a précédée dans le cadre de la C.E.C.A.

Il n'est donc pas étonnant qu'à l'occasion de l'examen de la première pétition importante adressée à l'Assemblée, on se soit trouvé devant des difficultés d'ordre réglementaire, provenant non seulement d'un manque d'expérience en ce domaine, sur le plan européen, mais aussi de l'extrême concision de l'article 45 du règlement et de la diversité des procédures appliquées dans les Parlements nationaux.

3. En novembre 1958, la commission du marché intérieur a été saisie par le président d'une pétition adressée à l'Assemblée par M. Louis Worms, négociant en ferraille, de nationalité néerlandaise.

Le pétitionnaire se plaignait d'avoir été l'objet d'un boycottage systématique de la part

des mécanismes de péréquation de ferraille importée institués par la Haute Autorité et dénonçant, en outre, des irrégularités dans le fonctionnement de ces mécanismes.

La pétition tendait à obtenir la réparation des dommages qui lui avaient été causés. Elle demandait l'ouverture d'une enquête et, le cas échéant, des poursuites judiciaires en ce qui concerne les irrégularités constatées.

4. Après avoir consacré de nombreuses réunions à l'examen de ce problème complexe et délicat, la commission du marché intérieur décida de ne pas faire rapport à l'Assemblée mais de renvoyer directement la pétition à la Haute Autorité, en l'accompagnant d'un avis circonstancié, conformément à l'article 45, paragraphe 3, du règlement.

5. Lors de ses délibérations finales, la commission du marché intérieur fut amenée à examiner l'opportunité de donner une certaine publicité à l'avis qu'elle avait formulé, ne fût-ce que pour pouvoir établir qu'elle s'était acquittée de la mission qui lui avait été confiée.

Indépendamment de cette question d'opportunité, sur laquelle les opinions étaient d'ailleurs très partagées, la commission fut obligée de constater que le règlement de l'Assemblée ne prévoyait une telle publicité que dans le cas où la commission saisie décidait de faire rapport à l'Assemblée.

La discussion fit apparaître que l'imprécision de l'article 45 du règlement était susceptible de soulever, à l'avenir, des problèmes analogues lors du dépôt d'une pétition et qu'il conviendrait, dès lors, d'examiner si et dans quelles conditions cette disposition réglementaire devrait être complétée.

6. Mis au courant de ces difficultés, le bureau de l'Assemblée demanda alors à la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités d'étudier le problème de la publicité à donner éventuellement aux pétitions.

Par sa lettre en date du 9 novembre 1959, adressée au président de votre commission, le bureau formulait comme suit ses questions :

1° Convient-il de donner une publicité à l'avis émis par une commission chargée de l'examen d'une pétition, conformément à l'article 45, paragraphe 2, du règlement, au cas où la commission estime ne pas devoir faire rapport à l'Assemblée (article 45, paragraphe 3) ?

2° Quelle forme cette publicité doit-elle revêtir ?

7. Au cours de ses discussions, la commission du règlement a été amenée à constater que la question de la publicité à donner aux pétitions se pose une première fois lors de la réception de la pétition et ensuite au moment où la commission saisie a donné son avis.

A — Réception de la pétition

8. Il y a lieu de rappeler que le président, après avoir constaté que la pétition mentionne le nom, la qualité, la nationalité et le domicile de chacun des signataires, renvoie la pétition à la commission parlementaire qu'il juge compétente pour examiner le problème qui fait l'objet de la pétition (article 45 du règlement, paragraphes 1 et 2).

Au sujet du renvoi à la commission compétente, plusieurs membres de la commission se sont demandé s'il sera toujours possible au président de l'Assemblée de désigner sans difficulté cette commission. Votre commission a été d'avis que le président, en cas de doute, a toujours la faculté de renvoyer la pétition à la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités, qui aura alors la possibilité soit de donner la suite qu'il convient à la pétition, soit de suggérer sa transmission à l'une ou l'autre des commissions parlementaires.

On peut donc considérer que toute pétition qui répond aux conditions matérielles imposées par les paragraphes 1 et 2 de l'article 45 du règlement fera toujours l'objet d'un renvoi à une commission de l'Assemblée quelle que soit la suite qui pourra être donnée ultérieurement à la pétition.

9. C'est à ce moment-là que se pose, pour la première fois, la question de la publicité.

A ce sujet et à ce stade, votre commission est d'avis que, sous une forme appropriée, tous les membres de l'Assemblée doivent être infor-

més du dépôt, de l'objet ainsi que du renvoi de la pétition à la commission jugée compétente.

Votre commission suggère donc pour la réception d'une pétition par l'Assemblée une procédure garantissant à la fois l'information des membres de l'Assemblée et du pétitionnaire et permettant en outre de consigner le dépôt dans les actes officiels de l'Assemblée.

10. Cette procédure comporterait :

a) L'inscription dans un registre spécial déposé au greffe de l'Assemblée de toute pétition reçue et répondant aux conditions matérielles définies au paragraphe 1 de l'article 45 du règlement. Cette inscription au registre donnerait lieu pour chaque pétition à l'attribution d'un numéro d'ordre, comporterait le nom, la qualité, la nationalité, le domicile du pétitionnaire, l'indication sommaire de l'objet de la pétition, ainsi que l'indication de la commission compétente à laquelle le président a renvoyé la pétition. Ce registre serait complété par un dossier d'archives contenant le texte intégral de la pétition qui pourra, le cas échéant, être consulté par tout membre de l'Assemblée qui en fait la demande ;

b) La publicité extérieure donnée à la pétition serait assurée par une communication périodique faite en séance publique par le président de toutes les pétitions reçues. Cette communication, toutefois, ne comporterait que le numéro d'ordre de la pétition, le nom du pétitionnaire, l'indication sommaire de l'objet de la pétition, ainsi que le nom de la commission à laquelle la pétition a été renvoyée. Cette communication du président serait insérée dans le procès-verbal de la séance qui, conformément à l'article 20, paragraphe 4, du règlement, est publié au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le secrétaire général de l'Assemblée veillerait, d'autre part, à ce que cette publication soit signalée au pétitionnaire.

11. Votre commission vous propose donc de consigner cette procédure dans un nouveau texte de l'article 45 du règlement.

B — Avis de la commission compétente

12. Au moment où la commission compétente aura décidé de la suite qu'elle entend donner à la pétition ou aura arrêté son avis, la question de la publicité n'est prévue dans le règlement que dans le cas où la commission compétente saisie de l'examen de la pétition décide de faire rapport à l'Assemblée.

D'une manière générale, une telle décision n'interviendra que si la pétition présente une certaine importance et soulève un ou plusieurs problèmes d'intérêt général qui justifient la publication d'un rapport à l'Assemblée.

Dans ce cas, il ne se pose pas de difficulté juridique puisque un rapport présenté à l'Assemblée constitue un document officiel dont la diffusion n'est soumise à aucune restriction et qui, d'une façon ou d'une autre, donne lieu à une délibération de l'Assemblée qui fait l'objet d'une mention au procès-verbal publié au *Journal officiel*. Elle apparaît en outre au compte rendu sténographique des débats.

Votre commission suggère en pareil cas que le rapport imprimé, adopté par la commission compétente, soit communiqué à chacun des pétitionnaires.

13. Il reste alors à régler la question de la publicité dans les cas où la commission compétente n'estime pas devoir faire rapport à l'Assemblée, mais se limite à élaborer un avis et à le transmettre avec la pétition à l'une ou l'autre des institutions de la Communauté, soit à la Haute Autorité ou aux Commissions de la C.E.E. et de l'Euratom, soit aux Conseils.

14. Votre commission, après de longues délibérations, a estimé que, dans ce cas, une publication intégrale ou résumée de cet avis ne doit pas être prise en considération.

Elle estime que, lorsque la commission compétente a terminé ses travaux, une procédure parallèle à celle qui a été suivie lors de la réception de la pétition doit être prévue.

15. Cette procédure se présenterait dans la pratique de la façon suivante :

a) Les indications figurant déjà dans le registre des pétitions seront complétées par une indication de la suite donnée par la commission compétente (élaboration et transmission d'un avis, ou élaboration d'un rapport, ou, le cas échéant, les deux), l'institution à laquelle l'avis a été transmis ainsi que la date de la transmission. Au dossier d'archives des pétitions sera versé le texte de l'avis élaboré par la commission, texte qui pourra être consulté par tout membre de l'Assemblée qui en fait la demande.

b) La décision de la commission compétente, dans le cadre d'une communication périodique, fera l'objet d'une annonce en séance plénière par le président de l'Assemblée. Cette communication, toutefois, serait faite de la même façon que celle par laquelle le dépôt a été annoncé, soit : rappel du numéro d'ordre du dépôt, nom du pétitionnaire, indication sommaire de l'objet, nom de la commission saisie, indication que cette commission fera rapport à l'Assemblée ou qu'elle a élaboré un avis, nom de l'institution à laquelle l'avis a été transmis et date de la transmission.

Cette communication sera, comme la première, insérée au procès-verbal de la séance et donc publiée, conformément à l'article 20, paragraphe 4, du règlement, au *Journal officiel*.

Le pétitionnaire sera averti par le secrétaire général de l'Assemblée de cette publication.

16. Votre commission estime que par la procédure décrite ci-dessus la question de la publicité des pétitions se trouve réglée et elle invite l'Assemblée parlementaire européenne à faire sienne la proposition de résolution qui suit et dans laquelle une nouvelle rédaction de l'article 45 est proposée.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION
relative à la rédaction de l'article 45 du règlement

« *L'Assemblée parlementaire européenne*

décide que le texte de l'article 45 du règlement se lira désormais comme suit :

1. Les pétitions à l'Assemblée doivent mentionner le nom, la qualité, la nationalité et le domicile de chacun des signataires.
2. Elles sont renvoyées par le président à l'examen d'une des commissions constituées en vertu du paragraphe 1 de l'article 38 qui doit, préalablement, examiner si elles entrent dans le cadre des activités des Communautés.
3. Les pétitions déclarées recevables sont renvoyées, avec l'avis de la commission, soit à la Haute Autorité ou aux Commissions européennes, soit aux Conseils. La

commission saisie peut faire un rapport à l'Assemblée.

4. Les pétitions qui remplissent les conditions prévues à l'alinéa 1 ci-dessus sont inscrites sur un rôle général dans l'ordre de leur arrivée.

Ces pétitions ainsi que la décision de renvoi ou la décision de rapporter prise dans les conditions prévues par l'alinéa 3 ci-dessus sont annoncées en séance publique. Ces communications sont enregistrées au procès-verbal. Le pétitionnaire en est avisé.

Le texte des pétitions inscrites au rôle ainsi que le texte de l'avis de la commission accompagnant le renvoi de la pétition sont déposés aux archives de l'Assemblée où ils peuvent être consultés par tout représentant. »

